

LIRE PAGE 3

Directeur : Jacques Fauvet

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

2.00 F

Algérie, 1,30 Bz; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.
 Allemagne, 1,20 Bm; Autriche, 12 sch.; Belgique,
 15 fr.; Canada, 8,85; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA
 Cameroun, 4 kr.; Espagne, 56 pes.; Grande-
 Bretagne, 30 s.; Grèce, 20 dr.; Israël, 70 it.
 Italie, 500 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 15 fr.
 Norvège, 3,50 Nkr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,
 27 esc.; Sénégal, 100 F CFA; Suède, 8 kr.
 Suisse, 1,10 fr.; S.R.A., 70 cts; Togo-Sénégal, 20 din.

Tout des abonnements page 14

Tarif des abonnements page 14

3, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 63057Z
Tél. : 246-72-23

(Use nos informations page 4.)

1

ALAIN VERNHOLES.

1

ROBERT ESCARPIT.

Les traductions d'auteurs étran-
gers connus et moins connus son-

(Lire page 10.)

• • • • •

Le Monde

SCIENCES POLITIQUES

La leçon de Moscou

par MARCEL MERLE (*)

QUEL que soit l'intérêt de ce genre de congrès, le fait est que l'Association internationale de sciences politiques n'est pas restée dans les années si cette manifestation ne s'était pas déroulée à Moscou.

Pour comprendre la portée de l'événement, il suffit de rappeler que c'est la première fois que l'Association internationale de sciences politiques tient ses assises dans un pays communiste. Jusque-là, les débats se déroulaient, pour l'essentiel, entre spécialistes occidentaux et dans des villes européennes ou canadiennes, des représentants des pays socialistes de l'Europe de l'Est avaient cependant acquis droit de cité dans l'association et commentaient à y jouer un rôle appréciable. Mais la présence soviétique demeurait symbolique, tant par le nombre des participants que par celui des contributions aux travaux scientifiques.

Dans ces conditions, on pouvait se demander s'il était opportun d'accepter l'invitation soviétique. La question était d'autant plus forte que le pays d'accueil imposait l'obligation d'une certaine liberté de manœuvre à l'égard des instances dirigeantes d'une association internationale.

Le comité exécutif n'a pas manqué d'examiner le problème sous tous les angles. Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que, au moment même où la question du choix du pays d'accueil se posait, il n'y avait pas d'autre candidature que celle de Moscou. Par ailleurs, on voit mal de quel droit une association pourrait repousser l'invitation d'un pays dont l'association nationale est un de ses membres collectifs et dont les représentants siègent dans ses organes directeurs. Dès lors que l'association avait accepté d'admettre au sein de l'Association internationale de sciences politiques, il n'y avait aucun raison de lui infliger un traitement discriminatoire. Il n'en reste pas moins que le comité exécutif a pris tout à fait consciencieusement un certain nombre de risques en acceptant l'invitation soviétique, puisqu'il ne pouvait ignorer l'existence, dans ce pays, d'une symbiose étroite entre les savants et les dirigeants du pouvoir d'Etat. Dans quelle mesure le pari a-t-il été gagné et par qui ?

Quand les lustres se sont éteints dans la somptueuse salle de la Maison des syndicats, on eût dit la séance d'un congrès ordinaire. La séance de clôture du congrès, les dirigeants soviétiques ont dû ressentir une grande satisfaction. Non seulement « leur » congrès avait réuni un nombre record de participants, mais il s'était déroulé sans incident majeur et il n'avait donné lieu qu'à des commentaires louangeurs. Il est vrai que les Soviétiques y avaient, à tous les sens du terme, mis le prix : une réception digne, une hospitalité généreuse, une prévenance constante, mais dépourvue de toute ostentation. Les performances qui ne sont plus liées, à la portée des budgets ou des ressources universitaires et qu'on ne rencontre plus que dans les pays où l'appareil d'Etat a pu se réserver les initiatives des groupes scientifiques.

Des contreparties

La défense et l'illustration des thèses officielles du régime avaient été soigneusement préparées et organisées. L'aide, plus ou moins réticente, des voisins de l'Europe de l'Est. Aucun argument n'est resté sans réponse : aucune position idéologique n'a été abandonnée. Le fait que toutes les thèses aient pu s'exprimer dans l'enceinte du congrès et que toutes les personnes ayant sollicité un visa (même celles qui avaient mauvaise presse en U.R.S.S.) aient pu l'obtenir peut être regardé comme un succès par les dirigeants d'un pays qui avait effectivement dû faire pour rectifier son image de marque auprès des intellectuels occidentaux. Pour toutes ces raisons le comité central du P.C. de l'U.R.S.S., qui a manifesté son intérêt pour le congrès par l'envoi d'un message de M. Brejnev, peut être fier du travail accompli par les académiciens et par les universitaires soviétiques.

Mais le succès apparent de l'opération ne va pas sans quelques contreparties qui pourraient réserver des surprises dans l'avenir.

En premier lieu, il faut tenir compte du fait que les Soviétiques ont dû céder, non sans mal ni difficultés tactiques (qui sont allées jusqu'à la menace d'annulation dans la semaine qui a précédé l'ouverture du congrès) sur la question des visas. Aucune discrimination n'a été tolérée, même pour l'octroi des visas aux représentants des pays qui, comme Israël ou la Corée du Sud, n'ont pas de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Mais si la science n'a pas été heureusement, connue de frontières, il reste que l'U.R.S.S. n'a pas accepté de laisser participer au Congrès tel de ses ressortissants considéré comme

L'Association internationale de sciences politiques, qui vient de fêter son trentième anniversaire, a tenu à Moscou son XI^e congrès du 12 au 18 août (le Monde

du 21 août). Il a réuni plus de quinze cents spécialistes. Nous publions ci-dessous les commentaires de deux participants : le professeur Marcel Merle, vice-

président de l'Association de 1976 à 1979, et M. Léo Hamon, ancien ministre, qui a présenté à Moscou un rapport sur les racines théoriques du pluralisme.

idées

Détente, tiers-monde, croissance des connaissances

par LEO HAMON (*)

IL y a, pour les congrès des associations scientifiques comme pour les autres assemblées, un problème de dimension : avec plus de mille cinq cents participants, on est loin de la « table ronde » ou du colloque réunissant des hommes qui se connaissent — au moins par leurs écrits et leur réputation — pour débattre de quelques sujets précis : on a plutôt affaire à une foule qui se fragmente dans laquelle les différents pays tendent à peser selon la masse de leurs nationaux présents.

A quel l'on ajoutera que la réunion des politologues, venus les uns des pays socialistes, d'autres des nations occidentales et d'autres encore des pays du tiers-monde (dont la présence avait été recherchée et même encouragée, notamment par l'UNESCO), mêlât — ou affrontât — préoccupations, formations, références et jugements qui ne trouvaient pas toujours un langage intellectuel commun.

Peu d'Africains, quelques Indiens seulement, guère d'Arabes, une trentaine d'Israéliens, mais pas de Chinois, qui n'ont, paraît-il, pas encore leur association de sciences politiques, d'assez nombreux japonais et même des Sud-Coréens, un nombre de Latino-Américains sensiblement accru par rapport à ceux des précédents congrès, les masses de Nord-Américains et de Soviétiques, une abondante représentation des pays de l'Est, les deux Allemagnes, une quantité banale d'Européens de l'Ouest, dont vingt à trente Français seulement, constituaient la géographie de l'assemblée.

Trois grands axes avaient été donnés pour les travaux : problèmes de paix, de détente et de désarmement ; politique des pays en voie de développement ; croissance des connaissances et effets cumulatifs de cette croissance.

Les discussions suivent le premier axe furent particulièrement suivies et animées par les Soviétiques et certains de leurs alliés. On y entendit de longues interventions, dont les auteurs manifestement ne connaissent pas la différence entre un discours de propagande et une analyse scientifique, mais d'autres

L'orthodoxie et ses nuances

La refus soviétique d'admettre que la réalité de l'heure puisse être jugée favorable de ses concepts fit parfois penser à ce que pourrait être l'entretien d'un maître de philosophie avec des fidèles sur le corps d'un saint. Certains de ces fidèles, le professeur Ambartsumyan (dont on peut rapprocher dans d'autres débats son compatriote Tounanov), se distinguèrent d'ailleurs — ce ne fut pas par la seule voie — par la courtoisie intellectuelle, la compréhension et les nuances de pensée qu'ils surent mettre dans leur orthodoxie elle-même.

Un parallèle entre Marx et Max Weber, l'application de l'analyse systématique à différentes évolutions politiques, concrètes, des contradictions entre théories fonctionnalistes, structuralistes et marxistes, permit de dégager les différentes démarches intellectuelles, mais fit aussi apparaître qu'il n'y avait pas de nouveauté fondamentale en ce domaine de la théorie depuis une quinzaine d'années et que les analyses occidentales se poursuivaient toujours au même rythme de principe dans les pays de l'Est.

Pour beaucoup d'entre nous, une ombre fut apportée au congrès par le fait que M. Lerner, cybernéticien résident à Moscou puisque empêché depuis huit ans d'émigrer en Israël et récemment invité par les organisateurs à prendre part aux travaux d'un groupe de discussion sur l'application des méthodes mathématiques en sciences politiques, fut empêché de se rendre à l'invitation, et on a pu s'étonner que la présidence n'ait pas réagi davantage au manquement à une promesse de ce genre. L'absence de M. Lerner, qui avait pour la visite que nous fîmes un certain nombre à rendre au domicile du mathématicien écarté.

Les Français eurent du moins la satisfaction de savoir que leurs trois compatriotes membres du conseil exécutif avaient voté contre une motion de résignation. La considération de ce fait et d'autres, hélas ! trop nombreux, nous travers la notion, a peut-être déterminé la présidence de l'association internationale elle-même à patronner, après la tenue du séminaire de Robert Dahl sur les droits fondamentaux dans un ordre démocratique, la constitution d'un groupe de travail supplémentaire qui se consacrerait à l'étude des droits de l'homme et de leur respect dans le monde.

Nous avons eu raison de nous rendre à Moscou, comme le pensèrent d'ailleurs les contestataires soviétiques qui purent rencontrer sans obstacle ceux d'entre nous qui ont voulu les voir. Nous avons pu nous exprimer librement parce qu'une science politique jugée la-bas sans objet il y a encore une dizaine d'années est maintenant en gestation.

(*) Ancien ministre.

Recherche et militantisme

Enfin, le séjour en U.R.S.S. d'un bon millier d'intellectuels en provenance des pays occidentaux et de trop rares pays du tiers-monde n'a pas forcément contribué à améliorer l'image de marque du régime soviétique. Un esprit exercé à la critique peut difficilement se laisser abuser par la propagande officielle : comment admettre qu'un gouvernement et ceux qui le servent puissent s'attribuer, sans la moindre restriction, le monopole de l'interprétation du marxisme ? Comment ne pas percevoir, même si l'on n'a pas eu le temps de fréquenter la rue du « Proletariat rouge », que la nouvelle classe dirigeante, dont nous sommes les indices, héréditaires, à raison même de son conformisme, de privilèges dont se trouve exclue la masse de la population ? Comment parler de recherche et de science dans un pays où les informations en provenance de l'extérieur sont strictement filtrées et censurées et où seuls les indices, héréditaires, à raison même de son conformisme, de privilèges dont se trouve exclue la masse de la population ? Comment parler de recherche et de science dans un pays où les informations en provenance de l'extérieur sont strictement filtrées et censurées et où seuls les indices, héréditaires, à raison même de son conformisme, de privilèges dont se trouve exclue la masse de la population ?

Car le problème n'est pas, pour les hommes de science, de construire et d'opposer artificiellement trois univers et trois mentalités pour tenter ensuite l'exemple de l'UNESCO minime par quels moyens et avec quels résultats — de les concilier. Le problème n'est pas, pour les hommes de science, de construire et d'opposer artificiellement trois univers et trois mentalités pour tenter ensuite l'exemple de l'UNESCO minime par quels moyens et avec quels résultats — de les concilier. Le problème n'est pas, pour les hommes de science, de construire et d'opposer artificiellement trois univers et trois mentalités pour tenter ensuite l'exemple de l'UNESCO minime par quels moyens et avec quels résultats — de les concilier.

De Gaulle, l'Etat et la nation

par MAURICE DUVERGER

ONDE en 1971, l'Institut Charles-de-Gaulle a tissé peu à peu un réseau de relations entre les anciens collaborateurs du général de Gaulle et les universitaires de la science politique. Après deux conférences sur des thèmes restreints — le référendum de 1969 et le fameux « Vive le Québec libre ! », — un colloque plus large a posé globalement le problème de l'« entourage » de la composition, de son fonctionnement et de son influence. Publiés dans un livre de 265 pages, ces travaux forment un ensemble passionnant non seulement pour le politiste et l'historien, mais pour le citoyen.

La participation de Gaston Palewski et de René Bréguet, directeur de cabinets gaulliens, de Louis Joxe, secrétaire général du gouvernement en 1942-1948, d'Edmond Bernin des Rozières, de Geoffroy de Courcel, de Bernard Tricot, secrétaire général de la présidence, de Jacques Foccart, secrétaire général de la Communauté, et de nombreux conseillers techniques et chargés de mission permettait d'obtenir des réponses sérieuses aux questions posées par René Rémond, Stanley Hoffmann, Nicholas Wahl, Jean Charlot, bien décidés à ne pas s'en tenir aux généralités.

C'est la plupart des intervenants aient été plutôt favorables à de Gaulle, cela ne paraît pas avoir déformé sensiblement les discussions. Elles y ont perdu quelque mordant, écartées sous des termes élabores et diplomatiques. Mais les querelles de famille affleurent derrière la prudence des formes. Porté vers la droite plutôt que vers l'hyperbole, le style du colloque n'en reste pas moins savoureux, mis à part les inévitables morceaux d'hagiographie, pas trop encombrants finalement.

Sur l'entourage lui-même, les données sont maintenant bien établies, la dénomination s'appliquant au personnel du secrétariat général de la présidence, plutôt chargé de l'Etat (marche des affaires publiques, préparation des conseils de ministres, élaboration des projets de loi et des décrets), et à celui du cabinet, plutôt orienté vers la « nation » (protocoles, audiences, voyages, rapports avec la presse). En 1969, cela représentait dix personnes de chaque

la gauche de ce pas avoir le sens de l'Etat, à la droite de ne pas avoir le sens de l'Etat. M. Léo Hamon se demande si des collaborateurs recrutés surtout parmi les grands serviteurs de l'Etat n'avaient pas une sensibilité fonctionnelle qui tendait à oublier leur sens de l'histoire. En clair, cela signifierait qu'ils possédaient naturellement vers les structures établies plutôt que vers les innovations. En réalité, nul n'est vraiment « transparent ». Cette variante cristalline de l'apollonisme ne peut désigner qu'un effort loyal de chacun pour surmonter ses préférences propres, ou pour les avouer clairement afin qu'on puisse rectifier leurs options. Continuant à ce qu'il a dit un jour à Pierre-Henri Teitgen, le général souhaitait qu'on lui résiste, afin d'éprouver ses idées dans la discussion. Il aimait « faire des gammes » devant ses collaborateurs.

Elles ne modifiaient guère les structures de la symphonie. De Gaulle avait écrit son programme et ses Mémoires à l'avance, nota Louis Joxe. Par ailleurs, il prenait soin de s'informer personnellement lisant la presse française et étrangère, en dehors des revues qu'on lui faisait, sélectionnant les livres envoyés par leurs auteurs, recevant beaucoup de gens et se plaisant à les interroger hors de leur spécialité pour le saisir dans leur spontanéité. L'analyse de quelques décisions-types montre que la Maison du roi a eu peu d'influence sur la plupart, qu'elle présidait d'un cheminement dans l'esprit du souverain. Cependant, celui-ci paraît souvent plus souple et plus attentif qu'on ne le croit vers les modalités, sinon sur le fond. Lors des barrières d'Alger en 1960, il cède à ses collaborateurs qui le pressent de ne pas utiliser l'article 16. En mai 1968, il accorde à Georges Pompidou une dissolution que lui-même voulait écarter.

Dans ce dernier cas, la décision n'est pas inspirée par l'entourage mais par le premier ministre. Plusieurs fois, entre en scène dans le colloque un acteur fondamental, trop souvent en coulisses des débats : le gouvernement. Le général

distiguait cette « famille légitime » de la « famille naturelle » formée par ses collaborateurs. Il s'appliquait à garantir les droits de la première, tout en utilisant la seconde pour les réduire à l'occasion. En 1963, il impose un plan de stabilisation après six mois de lutte contre le premier ministre, et le ministre des finances, qui n'en voulait pas. Ici, l'affaire est menée par l'entourage. Il se trouve couronné par un membre du gouvernement en 1968, quand Jean-Marcel Jeanneney (appuyé par Raymond Barre) arrache au dernier moment un refus de dévaluation contre le sentiment de ses collègues et de son chef.

En fermant ce livre si riche, on ne peut s'empêcher de penser à l'ouvrage de Raymond Tounanov sur les propos du général, récemment publiés quelques semaines (le Monde daté 1^{er}-2 juillet). Les réchauds d'interlocuteurs extérieurs et ceux des membres de l'entourage sont radicalement différents. « Un des grands atouts du général de Gaulle est d'avoir précédé d'un tel élan la chose à tout le monde », déclare Louis Joxe, exprimant un sentiment commun à tous les membres de la Maison. A ses collaborateurs associés aux décisions et liés par le secret, l'homme d'Etat expose les principes de sa politique, dont il n'attend pas dévier. Aux confidents d'occasion, il dit ce qu'ils prêtent entendre ou ce que lui-même souhaite leur faire répéter. Entre les deux discours, il y a aussi la distinction du permanent et de l'éphémère. Quand de Gaulle pense à la nation, elle est faite à ses yeux « non seulement des cinquante millions de Français d'aujourd'hui, mais de tous ceux qui les ont précédés et de tous ceux qui les suivront », selon M. Bernin des Rozières. On se condamne à ne rien comprendre aux rapports du général avec son entourage et aux mécanismes de ses décisions, si l'on oublie que tout est commandé par une conception de la politique pensée en termes de destin, et non de conjoncture.

★ L'entourage et de Gaulle, ouvrage collectif présenté par C. Fauriol, coll. « Espoir », un volume de 382 p., Plon.

Le Monde

IRLANDE DU NORD

LES STILLES DE L'ASSASSINAT DE LORD BOENY

Jean-Paul II n'ira pas en UI

Deux hommes incriminés à D

De notre correspondant

Deux hommes ont été officiellement accusés dans la capitale irlandaise, de l'assassinat de l'archevêque de Dublin, le cardinal Ruffini, le 26 septembre 1978. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

Le cardinal Ruffini, 72 ans, a été tué par deux coups de feu à la tête et au ventre. Il était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin, à Dublin. Les deux hommes, un prêtre et un laïc, ont été arrêtés par la police irlandaise. Ils sont accusés d'avoir tiré deux coups de feu sur l'archevêque, qui était en train de se rendre à la messe à l'église de Saint-Martin.

IRLANDE DU NORD

LES SUITES DE L'ASSASSINAT DE LORD MOUNTBATTEN

- Jean-Paul II n'ira pas en Ulster
- Deux hommes inculpés à Dublin

De notre correspondant

Dublin. — Deux hommes ont été officiellement inculpés, ce jeudi 30 août, dans la capitale irlandaise, du meurtre de lord Mountbatten. L'Irlande avait connu, la veille, une journée d'activités politiques et policières intenses. A Dublin, le gouvernement de l'Eire s'est réuni en séance extraordinaire pour examiner les moyens de faire face à l'intensification de la campagne de violence de l'IRA provisoire. En Ulster, Mme Margaret Thatcher a effectué une visite-éclair qui lui a permis de s'entretenir avec les responsables du maintien de l'ordre en Irlande du Nord et de se rendre au chevet de soldats blessés lors d'un autre attentat, la semaine dernière. En même temps, la population des deux parties de l'Ile apprenait que Jean-Paul II, sans renoncer à se rendre en Irlande, n'ira pas dans la métropole de l'Eglise catholique irlandaise, à Armagh, qui se trouve en Ulster (1).

Selon un communiqué du Vatican, publié à Dublin par l'épiscopat, le pape avait envisagé, pour répondre aux nombreuses demandes provenant d'organisations et de particuliers d'Ulster, y compris des protestants, de remanier son itinéraire de façon à y inclure l'Irlande du Nord. Le souverain pontife, ajoute le communiqué, a dû abandonner cette idée « avec beaucoup de regret, à cause des menaces de violence de ces derniers jours ».

La décision du Vatican a été accueillie avec un grand soulagement, non seulement à Belfast, mais aussi dans la République d'Irlande, où le gouvernement, la police et l'armée sont conscients de l'extrême difficulté de la tâche qui sera la leur à l'occasion de la visite du pape du 29 septembre au 1^{er} octobre. Jean-Paul II visitera, outre la capitale (où il célébrera une messe devant une foule probablement très nombreuse), cinq autres communes, parmi lesquelles le petit village de Knock, à l'ouest du pays, tout près de l'endroit où lord Mountbatten et trois autres personnes ont péri.

La séance d'urgence du cabinet de Dublin a porté uniquement sur la sécurité de l'Etat. Le ministre de la Justice, M. Mulcahy, et celui de la Défense, M. Mulloy, ont chacun présenté un rapport. A l'issue de la réunion, il a été annoncé que le gouvernement traiterait une somme de 100 000 livres sterling pour des renseignements qui conduiraient à l'arrestation des assassins de lord Mountbatten. Ce geste est considéré comme un effort pour convaincre l'opinion publique irlandaise (en particulier en Ulster) et britannique qu'en dépit des critiques le gouvernement de Dublin est déterminé à faire le maximum pour que les coupables du triple crime de lundi soient châtiés.

Le vice-premier ministre, M. Colley, a écarté l'idée d'introduire une législation anti-sécessionniste à l'issue de la réunion. Il a déclaré que le pays avait déjà subi de graves dommages de ce genre qu'aucune autre démocratie d'Europe occidentale. Il a, d'autre part, réitéré que les forces de l'ordre possèdent déjà des renseignements précis et des pistes sérieuses sur l'assassinat de lord Mountbatten.

Deux hommes, arrêtés lundi une heure avant l'explosion de Mullaghmore et accusés d'être membres de l'IRA provisoire, ont été libérés ce jeudi de prison, mais à cause d'une clause constitutionnelle, mais avaient été arrêtés de nouveau aussitôt après et accusés d'avoir eu des explosifs en leur possession. Ils ont été relâchés ce jeudi devant la cour de justice spéciale, qui a décidé leur inculpation.

Quant à la visite de Mme Thatcher en Ulster, elle avait évidemment pour but de souligner de façon concrète le souci de son

ESPAGNE

PROTESTATIONS CONTRE UN PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE DANS LA PROVINCE DE BADAJOZ

Badajoz (U.P.I.). — Vingt-cinq maires de toutes tendances politiques (des communistes, des socialistes, des membres du parti gouvernemental U.C.D. et des indépendants) ont commencé mardi 30 août un sit-in dans l'hôtel de ville de Villanueva-de-la-Serena, dans la province de Badajoz, pour protester contre la décision des autorités de construire une centrale nucléaire dans cette province, à Valdecaballeros. Le réacteur de cette centrale, fourni par la firme américaine General Electric, serait refroidi par les eaux de la rivière Guadiana, et les élus municipaux de la région craignent de voir diminuer le niveau de cette dernière.

Les autorités madrilènes ont autorisé il y a quelques jours la construction d'une centrale de Valdecaballeros, d'une puissance de 975 mégawatts, et de celle de Trillo, dans le centre de l'Espagne, qui devrait développer 1 022 mégawatts.

UNION SOVIETIQUE

A L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Moscou met en garde l'Occident contre la tentation d'une coalition antisoviétique

De notre correspondant

Moscou. — Les anniversaires se suivent et se ressemblent. Après avoir cherché à justifier le pacte germano-soviétique, les commentateurs soviétiques saluèrent l'occasion de l'anniversaire du début de la seconde guerre mondiale pour célébrer la politique extérieure de l'U.R.S.S. Ils se soucient peu des hésitations, des erreurs, des revirements de la diplomatie stalinienne. Leur thèse est des plus simplistes : « La vérité historique, écrit l'agence Tass, est que l'Union soviétique a été tout son possible avant guerre pour sauvegarder la paix et l'union soviétique ». Mais, ajoute l'agence, les gouvernements de la France et de l'Angleterre ne voulaient pas coopérer avec les Soviétiques, sous prétexte de pratiquer une politique de non-ingérence qui cachait en fait des complaisances envers l'Allemagne nazie.

La paix universelle n'est pas garantie

Ces gouvernements ont renoncé à une politique de sécurité collective telle que la proposition Moscou, affirmant de leur côté les intentions de la France et de l'Angleterre. « L'Allemagne contre l'U.R.S.S. pour empêcher au moins l'affaiblissement considérable l'Union soviétique », a écrit l'agence Tass. Cette thèse est considérée au moment des accords de Munich, « expression concentrée de l'unité de la stratégie impérialiste » (selon l'agence Tass). Ces accords qui sont à l'origine de la guerre et non, comme voudrait le laisser croire une certaine propagande occidentale, le pacte germano-soviétique, qui, au contraire, fut un obstacle à la guerre, à la fin d'un bloc uni d'oppression contre l'U.R.S.S. « L'entrée de l'Union soviétique dans la seconde guerre mondiale, poursuit l'agence Tass, a été le

La Suède demande à Moscou de préciser le sort de Raoul Wallenberg arrêté en 1945 à Budapest

Stockholm (U.P.I.). — Le premier ministre suédois, M. Ola Ullsten, a adressé à M. Alexei Kossyguine une requête officielle demandant de nouveaux renseignements sur le sort de M. Raoul Wallenberg, disparu en U.R.S.S. après la guerre, et annoncé, le mardi 28 août, le ministre suédois des affaires étrangères.

M. Wallenberg avait été arrêté le 17 janvier 1945 à Budapest par les Soviétiques, peu après qu'ils aient chassé les Allemands de la capitale hongroise. Le diplomate avait alors trente-deux ans et se trouvait en Hongrie pour tenter de sauver le maximum de juifs possible. En fait, au moment de son arrestation, M. Wallenberg pensait se rendre à Debrecen, où se trouvait le quartier général soviétique et le nouveau gouvernement hongrois, pour y négocier l'envoi de ravitaillement et de médicaments aux troupes soviétiques que les Suédois avaient pris sous leur protection. Il ne revint jamais.

Or, M. Wallenberg appartient à l'une des familles les plus riches de Suède. Nombreuses présentations et d'interventions furent faites du côté suédois. Tout d'abord, les Soviétiques n'ont pas eu connaissance de l'affaire. Ce n'est qu'en 1967 que M. André Gromyko finit par dire que M. Wallenberg était mort d'une crise cardiaque à la prison moscovite de la Loubianka.

Mais depuis 1947, périodiquement des témoignages de différents détenus semblaient permettre de croire que M. Wallenberg est toujours vivant. C'est le dernier en date qui a motivé la présente intervention du gouvernement suédois : il en ressort qu'en 1975, M. Wallenberg est toujours vivant. Dans une lettre écrite à sa fille qui vit en Israël, Mme Eugénie Kaplan raconte que son mari, Jan Kaplan, incarné une première fois pour avoir demandé la libération de son père, avait été à nouveau arrêté au début de 1978 pour avoir fait parvenir à sa fille une lettre dans laquelle il racontait qu'il avait rencontré au cours de la prison de l'infirmerie de la prison de Bou-

ROUMANIE

M. CEAUSESCU A PROCÉDÉ A UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Bucarest (A.P.). — Un remaniement ministériel a été opéré le mercredi 29 août, sans doute en vertu de la « politique de rotation des cadres » pratiquée par M. Ceausescu de manière constante.

Ainsi, Mme Susana Gadea cède le ministère de l'Éducation à Mme Aneta Spornic (auparavant vice-ministre du travail) et devient président du conseil de la culture et de l'éducation sociale. Son prédécesseur, M. Mircea Dobrescu, recevra une autre affectation. Il en va de même de M. Florin Yorgulescu, qui est remplacé à la présidence du conseil national des ressources hydrauliques par M. Ion Ilescu, jusqu'à présent secrétaire du parti. M. Săndor a été nommé dans les cadres de la présidence du conseil national des ressources hydrauliques par M. Ion Ilescu, jusqu'à présent secrétaire du parti. M. Săndor a été nommé dans les cadres de la présidence du conseil national des ressources hydrauliques par M. Ion Ilescu, jusqu'à présent secrétaire du parti.

Enfin, M. Aurel Duma, chef d'un département au comité central du parti, devient secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères avec le rang de ministre, tandis que M. Corneli Onescu, jusqu'à présent vice-président du comité du plan, devient premier vice-président du comité du conseil populaire chargé de l'application à l'échelon local, des décisions du gouvernement.

DIPLOMATIE

Quatre nominations aux affaires étrangères

Trois nominations ont été annoncées à l'issue du conseil des ministres de mercredi 29 août : M. Gabriel Robin, conseiller technique à la présidence de la République, a été nommé directeur de la direction des affaires politiques ; M. Jean Meadmore, ambassadeur à Cotonou, a été nommé directeur de la direction des affaires politiques ; M. Guy de Communes de Marsilly, ambassadeur à Alger, a été nommé conseiller diplomatique du gouvernement. D'autre part, M. Jacques Sénard, ambassadeur au Caire, a été nommé inspecteur général des postes diplomatiques.

M. Jacques Sénard, inspecteur général des postes diplomatiques, a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

Il a été nommé à la présidence du conseil des affaires étrangères, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1979. Inspecteur général des postes diplomatiques, par décret paru au Journal officiel du 29 août. Par décret paru le même jour, M. Sénard a été nommé dans ses fonctions d'ambassadeur de France au Caire par M. Jacques Andréani.

A Genève

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme pourrait voter une résolution sur les disparus en Argentine

La commission d'enquête sur les droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains, qui se réunit à Buenos Aires, a lancé un appel diffusé mercredi 29 août à Buenos Aires, invitant les Argentins concernés à venir témoigner devant elle.

Les manifestations de solidarité se multiplient dans le monde à l'approche de cette visite et à l'occasion des débats à Genève de la sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme. Cependant, les enlèvements se poursuivent. Le journal « Buenos Aires Herald », a publié, il y a quelques jours, l'annonce de la disparition de M. Raimundo Anibal Villalón, délégué syndicaliste, ainsi que de Mme Josephina Villalón, déléguée du syndicat du Livre, et de son mari, M. Luis Hassan.

De notre correspondant

Genève. — Les documents de l'ONU sur les droits de l'homme comportent généralement des phrases de ce genre : « Dans un pays, après un coup d'Etat, des milliers de personnes ont disparu après avoir été arrêtées ou enlevées par des militaires ou des agents de la sécurité » ou « Dans un autre pays, une campagne de répression gouvernementale contre les opposants a entraîné l'exécution sommaire d'un grand nombre de jeunes gens arrêtés ». Les pays en question ne sont pas nommés.

« Descendre dans l'arène »

Lorsqu'en décembre dernier l'Assemblée générale des Nations unies s'est enfin émise du sort des disparus et a voté une résolution à ce sujet, le silence a continué à planer sur le cas de l'Argentine. Une procédure contentieuse instaurée par le Conseil économique et social des Nations unies en 1970 permet en effet de ne pas désigner la plupart des pays où les droits de l'homme sont violés de manière systématique et flagrante (le Monde du 13 septembre 1978). En revanche, le Chili et Israël sont inamoviblement l'objet de toutes les condamnations.

Mme Nicole Questiaux, membre française de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU composée d'experts de vingt pays, a en principe, ce sont les porte-parole de leurs gouvernements respectifs, a été à Genève mardi 29 août et a été entrée dans le vif du

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

La sous-commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été créée en 1968. Elle est composée de vingt experts de différents pays. Elle a pour tâche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et de formuler des recommandations.

LE DÉBAT SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Une passe d'armes académique

(Suite de la première page.)

Depuis, le premier ministre, M. Raymond Barre, et son ministre de la défense, M. Yves Bourges, ont eu l'occasion d'ajouter de nombreux commentaires à cette définition des missions assignées aux forces armées françaises. En particulier, il est acquis, comme peut en témoigner le discours de M. Barre au camp de Mailly, en juin 1977, que « le concept de la dissuasion s'applique à la défense de nos intérêts vitaux, c'est-à-dire essentiellement à notre territoire national, à nos intérêts existentiels et à nos intérêts, mais également à ses approches, c'est-à-dire aux territoires voisins et alliés ».

Seule n'a jamais été déterminée avec rigueur et précision la conception que les responsables de la défense française ont, a priori, des « intérêts vitaux » de la nation. Affaire de circonstance, se contentent-ils d'indiquer lorsqu'on les interroge, puisque « l'incertitude sur la nature, la localisation et l'étendue de ces intérêts est un des facteurs de la dissuasion ».

L'espace de la bataille

Certes, le déroulement d'une guerre ne se programme pas à l'avance. Mais un adversaire décidé à en découdre ne peut pas se féliciter d'ignorer quelles réactions il a toutes les chances de déclencher. Aussi la doctrine officielle, annoncée, dès le temps de paix, est que la France ne restera pas l'arme au pied dans une Europe en guerre et qu'elle constituera sa survie menacée ou son sanctuaire national en péril le jour où le territoire de ses voisins et alliés européens serait occupé par un agresseur.

Évoquant l'hypothèse d'un conflit est-ouest devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), en juin 1978, le

président de la République avait été plus explicite encore à propos des conséquences d'une telle éventualité pour le soi national. « En raison de la rapidité des moyens de transport et de communication, notamment aériens, il n'y aura qu'un seul espace et l'espace français sera, dès le départ, dans l'espace de la bataille qui sera générale ».

Depuis ces déclarations, qui fondent la politique française de défense, la France a-t-elle fait de nouveaux pas qui la rapprochent d'un éventuel accord de ses partenaires européens ? Ou, si elle est demeurée ferme sur ses positions, peut-elle aujourd'hui profiter des circonstances pour aller de l'avant dans cette direction ?

Aucune initiative

En d'autres termes, et pour reprendre des suggestions émises par certains qui n'engagent pas la responsabilité du gouvernement, la France peut-elle offrir à terme à ses alliés européens la garantie de sa protection nucléaire alors même que le « parapluie » américain, autrement plus important et apparemment plus efficace, donne l'impression de n'être plus aussi sûr ?

Ce débat reste, pour l'instant, assez académique pour plusieurs raisons. A ce jour, le gouvernement français, qui s'en tient à la politique d'armement définie en 1978 parce qu'aucun pays dans le monde ne peut modifier sa stratégie sur un simple coup de tête, n'a pris aucune initiative qui permette de conclure à une déviation des objectifs primitivement assignés à ses forces armées. Le voudrait-il qu'il serait obligé de tenir compte d'un contexte international qu'il ne maîtrise pas toujours.

Pour commencer, les alliés européens de la France ont leur mot à dire. La Grande-Bretagne dispose, elle aussi, d'une force de

dissuasion nucléaire, et on a le tort de trop vite négliger l'indépendance de son emploi et la technologie avancée de sa conception. Les États européens de moindre importance ne sont peut-être pas prêts à échanger une protection américaine, qui a ses failles, contre une assurance française qui est loin de les convaincre ou, au pire, qui les irrite par ses ambitions sans doute excessives.

Enfin, la République fédérale d'Allemagne n'est pas libre d'accéder à l'arme nucléaire aussi aisément que le prétendent les partisans d'une solution militaire fondée sur le partage des responsabilités entre la France, qui a les connaissances et l'expérience du nucléaire, et l'Allemagne fédérale, qui n'aurait aucune répercussion grave sur l'équilibre actuel du continent européen, auquel sont attachés, à des degrés divers, la plupart des pays membres de l'Alliance atlantique et du pacte de Varsovie ? Et même si une telle réflexion ne devait pas arrêter les adeptes d'un partage des responsabilités nucléaires avec l'Allemagne fédérale, à quelle organisation du commandement et de la logistique opérationnelle faudrait-il confier le soin de gérer un dispositif nucléaire fondamentalement conçu pour être l'ultimatum de la défense égoïste d'une nation ?

La portée de la France

Les partisans d'un rapprochement nucléaire de la France avec l'Allemagne fédérale, de préférence à un rapprochement avec la Grande-Bretagne, fondent leur thèse sur l'argument que les dépenses entraînant par l'indépendance d'un système moderne de dissuasion ne sont plus à la portée financière d'un seul pays. Paradoxalement, ce sont des gaullistes ou d'anciens gaullistes favorables de longue date à l'armement nucléaire qui avancent une telle explication. Ce sont les mêmes, au demeurant, qui avaient en jadis à combattre les premiers opposants à la construction de la « force de frappe » et y a une vingtaine d'années et leurs craintes d'un programme militaire qui dépasserait de beaucoup les capacités financières et industrielles de la France.

Il est vrai que depuis la mise en place, il y a quinze ans maintenant, de sa première génération d'armes nucléaires, l'armée française en est, en 1978, au stade où elle doit préparer le développement technologique et l'installation opérationnelle de nouvelles qui viendront compléter ou remplacer les forces nucléaires déjà existantes. Le sous-marin stratégique est assuré de représenter, pour de longues années encore, la

pièce maîtresse de la dissuasion, comme le choix en a été fait dans les autres pays. Pour le reste, les États-majors ont été invités à soumettre leurs propositions au chef de l'État.

Mais, qu'il s'agisse d'un nouveau type d'engins tirés d'un avion ou d'un missile lancé depuis le sol national ou depuis une nouvelle classe de sous-marins stratégiques, la modernisation de l'arsenal nucléaire français serait à la portée financière et technologique du pays, si l'on en croit des assurances données publiquement et renouvelées par le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry.

Priorité aux crédits militaires

Ces avis d'un chef militaire semblent être partagés par les responsables politiques, à commencer par le président de la République, qui a choisi de relever notablement les crédits de la défense. En 1978, déjà, M. Giscard d'Estaing n'avait pas dissimulé ses orientations. « La France, avait-il expliqué à l'I.H.E.D.N., doit s'efforcer de posséder toujours les armes les plus avancées. Nous avons eu et nous avons encore les moyens de posséder l'arme la plus avancée, c'est-à-dire, à l'heure actuelle, l'arme nucléaire. La France a pu devenir une puissance nucléaire. Elle doit poursuivre son effort technologique, scientifique et industriel pour conserver le matériel de cette arme au niveau de ce qu'elle deviendra dans les années à venir et pour rester, très clairement, la troisième puissance militaire nucléaire du monde ».

L'ancien ministre des finances du général de Gaulle et de Georges Pompidou n'ignore pas cependant que cet effort national de sécurité devrait demeurer compatible avec le développement économique et la situation financière du pays.

En dépit de ce principe, il faut écrire que le chef de l'État a tranché différemment, pour sa part, en faveur d'un accroissement des dépenses militaires supérieur à la hausse attendue de l'ensemble des budgets civils. En 1980 cette pratique établie depuis 1977 devrait se vérifier une nouvelle fois. C'est la raison pour laquelle l'Élysée a tenu, de toute évidence, dans sa mise au point après les propos de M. Sanguinetti et du général Buis, à rappeler « la constante attention et l'importance des moyens que le président de la République et le gouvernement mettent au service du développement de la défense indépendante de la France ».

Apparemment, cette priorité donnée par le budget à la défense ne suscite guère de réactions négatives de la collectivité nationale. La tension internationale et la crise économique mondiale se conjugueraient pour créer — pendant combien de temps encore ? — un fort sentiment d'insécurité qui n'épargne pas les Français.

JACQUES ISNARD.

Tribune internationale

UNE IDÉE DANGEREUSE

par I. MIKHAILOV (*)

L'INTERVIEW donnée au Nouvel Observateur par M. Alexandre Sanguinetti et le général Buis suscite beaucoup de commentaires en Occident. Il est piquant que les deux personnalités interrogées invitent en fait les pays d'Europe occidentale à franchir une nouvelle phase dans la course aux armements, bien que leur propos s'adresse d'abord à la France. Revenons-en, à cet égard, quelques données.

Marquées d'un esprit militaire, ces déclarations sont à l'unisson des nouveaux projets du Pentagone, qui envisage de truffer l'Europe de l'Ouest de missiles Pershing-2, à moyenne portée, de missiles de croisière, aggravant ainsi l'état de choses sur notre continent.

D'autre part, comment ne pas voir que les idées exprimées par M. Sanguinetti et le général Buis contredisent l'orientation officielle du gouvernement français en faveur de la détente, ses actes concrets ou saeven international, et s'opposent enfin aux aspirations réelles des Français ? L'Union soviétique et d'autres pays européens se sont félicités de l'intensification de la diplomatie française dans le domaine de la dissuasion, qui est le problème le plus urgent du notre temps. La preuve en est le retour de la France au comité du désarmement de Genève et les résultats du dernier sommet franco-soviétique (avril 1979).

Certes, l'évolution des événements tracée par le schéma Sanguinetti-Buis ferait l'affaire des milieux de l'O.T.A.N. Depuis plus d'un an, ces milieux tentent d'obtenir le retour de la France dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique et de lui faire abandonner sa politique extérieure indépendante. Elle arrangerait aussi, à ses pas douter, les États-Unis qui visent à faire retomber sur leurs partenaires occidentaux un poids plus lourd encore des préparatifs de guerre. Certains forces politiques d'Europe occidentale, assez influentes, cherchent, semble-t-il, à imposer l'idée suivante : le désarmement ne devrait concerner que l'Union soviétique et les États-Unis, les puissances militaires les plus puissantes. Au contraire, l'Europe occidentale, et notamment la Grande-Bretagne et la France, devraient occuper sans tarder des réflexions stratégiques.

CETTE conception est dangereuse et nuisible. Le processus de désarmement général et complet est indissoluble comme la paix. Son succès dépend des efforts concrets de tous les pays, de tous les peuples. On ne saurait admettre que les uns désarment, tandis que d'autres accélèrent la course aux armements.

Cette interview contient enfin une thèse qu'il faut relever particulièrement, à savoir celle du général Buis sur la réunion, au nom de la « défense européenne », des forces nucléaires françaises avec l'industrie ouest-allemande. Qu'en dire ?

Si un tel projet était mis en œuvre, il violerait de façon flagrante tous les engagements internationaux intervenant l'Accord de la R.F.A. aux armes nucléaires. En second lieu, on se représente difficilement la gravité de la situation qui s'ensuivrait en Europe et l'accroissement du danger d'une nouvelle guerre. Tenons compte du fait que la R.F.A. est aujourd'hui la principale puissance économique de l'Europe de l'Ouest, ou devine sans peine que, dans cette association hypothétique, jouerait le rôle du cavalier, et qui tiendrait celui du cheval.

Une telle évolution des événements et l'idée même qui est développée dans l'entretien d'Alexandre Sanguinetti et du général Buis recèlent ainsi tout un grand danger pour la paix et la sécurité des peuples d'Europe.

(*) Commentateur de l'agence Novosti.

DEUX RÉACTIONS

« L'HUMANITÉ » : la liberté de

Sous le titre « Nostalgie de la Coopération européenne », le « L'HUMANITÉ », dans le projet visant au « réarmement de l'Allemagne occidentale et à l'intégration des forces militaires de ce pays et du nôtre dans une armée européenne », M. Etienne Fajon rappelle, dans l'« Humanité » de ce 30 août, comment, voici vingt-cinq ans exactement, l'Assemblée nationale s'y était opposée par 319 voix contre 264. « Un quart de siècle après le rejet de la C.E.D., écrit-il, une campagne se développe en vue de la résurrection, et cela dans une situation plus redoutable que celle d'aujourd'hui, nous sommes à l'ère atomique. (...) Il importe, ajoute M. Fajon, que toutes les énergies nationales se mobilisent afin de déjouer ce qui se trame » (...), et il conclut

choisir son destin.

en citant un passage de la déclaration adoptée par le XXXII^e congrès du P.C.P. : « Le peuple français a intérêt... à rejeter catégoriquement toute tentative de liquidation du caractère national de la défense et de l'indépendance d'une armée européenne. Le peuple français doit ainsi préserver sa liberté de choisir lui-même son propre destin. »

M. J.-P. CHEVÈNEMENT (P.S.) : trois conditions.

Après M. Charles Hernu, M. Jean-Pierre Chevènement, député du Territoire de Belfort (P.S.), affirme à son tour son opposition à l'accès de l'Allemagne fédérale à l'arme nucléaire. M. Chevènement rappelle que le débat proposé par M. Alexandre Sanguinetti et le général Buis ne peut faire oublier « l'énorme responsabilité qui incombe à la France dans l'organisation de la sécurité collective en Europe ». Celle-ci, poursuit-il, implique plusieurs conditions : le non-acès de l'Allemagne à l'arme nucléaire, conformément aux traités ; la diminution des armements soviétiques et américains en Europe centrale ; et enfin, l'existence d'un pôle nucléaire indépendant à l'ouest de notre continent qui ne saurait être, dans l'état actuel des choses et des opinions politiques, que la force de dissuasion française.

Les États-Unis ont réalisé, mercredi 29 août, pour le compte de la Grande-Bretagne, un essai d'engin nucléaire dans le désert du Nevada. Selon le Département américain de la défense, la puissance de la bombe était comprise entre vingt et cinquante kilotonnes. Dans le passé, plusieurs têtes nucléaires ont été ainsi assurées aux États-Unis à la demande de la Grande-Bretagne, en vertu d'un accord conclu en 1958.

Environ trente mille cartouches de 9 millimètres ont été dérobés dans la nuit du 23 au 24 août à la caserne Jeanne-d'Arc de Belms où stationne le I^{er} Groupe de chasseurs. La sentinelle chargée de garder le dépôt de munitions destinées aux tirs d'entraînement a été immobilisée et ballonnée par deux ou trois hommes, qui ont dérobé des chaînes, les portes de l'entrée. Le pistolet mitrailleur de la sentinelle aurait été également dérobé. Une enquête est en cours.

SCIENCES

LES ÉTATS-UNIS CRÉENT UN INSTITUT POUR LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

Viennne (A.F.P.). — Une nouvelle agence du gouvernement fédéral américain, l'Institut pour la coopération scientifique et technique, vient d'être créée afin de « mobiliser » davantage de scientifiques sur les problèmes des pays en voie de développement. L'annonce que le Congrès américain avait autorisé la mise sur pied de cet institut a été faite mardi 28 août à la conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement (CNUSTED).

Cet institut va entrer en activité le 1^{er} octobre prochain. Pour la première année de fonctionnement, le budget sera d'environ 90 millions de dollars (375 millions de francs), dont 23,75 millions de fonds propres, et 66 millions de crédits transférés du département d'État américain. Le directeur et les vingt-cinq membres du conseil de cet institut seront nommés dans les prochaines semaines. Pour un tiers, les membres seront des experts choisis par l'Académie des sciences américaines parmi les spécialistes appartenant à des pays du tiers-monde.

Une nouvelle particule, le gluon aurait été découverte à Hambourg

Une sérieuse confirmation des théories décrivant la physique des particules a été obtenue cet été : une expérience faite à l'anneau de collisions Petra, à Hambourg (R.F.A.) aurait mis en évidence un objet jusqu'à présent hypothétique : le gluon.

Les particules qu'étudient les physiciens sont pour la plupart des objets composites ; elles sont constituées d'entités élémentaires, nommées quarks. Mais la théorie prévoit qu'il doit y avoir d'autres entités, qui ont pour rôle de lier les quarks les uns aux autres. On leur a donné le nom de gluons.

Petra est un anneau de collision, c'est-à-dire un tube annulaire où des électrons tournent dans un sens tandis que des positrons (antiparticules des électrons) tournent en sens contraire. Les deux faisceaux se croisent en certains points où l'on dispose des appareils pour observer les collisions. Petra communique aux électrons et aux positrons une énergie triple de celle qui était accessible avec les machines précédentes. Sa mise en service, en printemps dernier, a donc permis de défricher un domaine nouveau.

On observe que dans les collisions sont créées de nombreuses particules, mais que celles-ci sont groupées en « jets », toutes les

particules d'un même jet ayant des trajectoires très voisines. Cela conduit à une interprétation de la collision en deux étapes : il se crée d'abord un certain nombre d'objets, puis chacun de ceux-ci se matérialise en un jet de particules. La découverte qui vient d'être annoncée est que l'un de ces jets a des caractéristiques indiquant qu'il aurait été engendré par un gluon. Si c'est bien le cas, certains physiciens hésitent à l'admettre — on aurait donc mis en évidence, de manière indirecte, l'existence des gluons. Ce qui serait une découverte d'importance. — M.A.

La NASA (États-Unis) et le Canada, Canada) et le CNES (Centre national d'études spatiales, France) viennent de signer un accord sur le programme SERSAT (système international de recherche et de sauvetage par satellites) fondé sur le système SERSAT. Il commencera en 1983 et durera quinze mois.

Le CNES a confié à la Société électronique Marcel Dassault (S.E.M.D.) la réalisation de trois équipements spatiaux qui seront embarqués à bord des satellites de type TIROS-N de la NOAA.

AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES ?



Où ? Alors découvrez les nouvelles possibilités de réaliser pour la vie UN COUPLE REELLEMENT COMPLEMENTAIRE

Toute la Presse vous y invite :

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»
Anne de Vilsaine
«... Multiplier les possibilités de choix, infinies dans la vie courante...»
Claude Berthod
«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»
LE FIGARO

ION INTERNATIONAL
Institut de Psychologie fondé en 1950
PARIS - BRUXELLES - GENEVE

Pour une première rencontre, toute proche, envoyez-moi gratuitement votre documentation complète, sous pli neutre et cacheté :
M. Mme Mlle.....
Prénoms.....
Adresse.....
ION FRANCE (BO 53) 84, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 586.70.45
ION RHONE-ALPES (BO 53) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44
ION BELGIQUE (BO 53) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 571.74.30
ION SUISSE (BO 53) 10, rue Petitot, 1211 GENEVE-11 - Tél. (022) 21.75.51

MEDICINE
Pharmacie
IPEC

PRESSE

Le licenciement de M. Prunier

LES SYNDICATS DE JOURNALISTES VONT ENGAGER UNE ACTION EN JUSTICE CONTRE « L'AURORA »

La procédure de licenciement engagée contre M. Claude Prunier, journaliste et délégué syndical à l'Aurora, a fait l'objet, mercredi 29 août, d'une conférence de presse organisée par l'U.N.S.J., à laquelle assistaient les représentants du livre C.G.T. et de plusieurs autres syndicats (C.F.D.T. et F.O.) de travailleurs de la presse. A travers l'affaire Prunier, a affirmé M. François Boissac, président du S.N.J., c'est « le droit du personnel à l'information dans l'entreprise » qui est en jeu.

Les dirigeants de l'U.N.S.J. ont dit qu'ils attendaient la réponse de l'inspection du travail pour arrêter les modalités d'une riposte collective.

M. Roger Gérard, président de l'U.N.S.J., a souligné « la solennité » de la protestation. M. Claude Prunier, évoquant la reconstruction de la rédaction de l'Aurora, a déclaré que ce quotidien « portait le poids de son identité », et fait état d'une note d'information du Livre C.G.T. autrement significative que les propos qui lui sont reprochés. (Voir notre encadré).

Rappelant les précédents nombreux qui ont eu lieu dans les journaux du groupe Héraud, M. Noël Monner, président du S.N.J.-C.F.D.T., affirme que « ce sont les libertés syndicales qui sont en cause ». Une action en justice va être engagée contre la direction de l'Aurora pour « entrave » au fonctionnement du comité d'entreprise. La pétition signée par environ mille journalistes pour protester contre le projet de licenciement de M. Claude Prunier va être élargie aux autres catégories professionnelles de la presse, et les partis politiques vont être saisis de la situation.

L'U.N.S.J. se propose d'autre part d'envoyer au juge Cabé, chargé d'instruire les plaintes déposées contre M. Robert Hérault, une note d'information sur ce qui se passe à l'Aurora, qui est « une perversion des ordonnances de 1944 ». Elle veut aussi mettre en relief le rôle de l'A.G.P.I., agence qui recrute les journalistes pour le groupe Héraud, qui constitue un abus de la définition des agences de presse.

CONFIDENCE POUR CONFIDENCE...

M. Pierre Janot, P.-D.G. de la société France-Libre (éditrice de « l'Aurora » et de « Paris-Tour »), a engagé une procédure de licenciement contre M. Claude Prunier, délégué syndical, pour avoir révélé des informations confidentielles. Le 23 juillet et reproduites dans une note interne diffusée dans les services rédactionnels de « l'Aurora ».

Le passage incriminé, qui faisait suite aux chiffres confidentiels de l'exploitation du quotidien de la rue de Richelieu, déclarait : « Il faut remarquer (...) que la « politique » économique de la direction se solde par un échec puisque le déficit s'est accru et que l'entreprise est amenée à solliciter des prêts importants. Ces données hypothétiques sur l'immeuble qui ne serait toutefois pas mis en vente avant deux ou trois ans ».

On notera que M. Prunier ne révèle pas le montant de l'emprunt (35 millions de francs au maximum, limite fixée par le conseil d'administration de France-Libre en date du 17 juillet).

Les membres du comité d'entreprise et les représentants syndicaux sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le chef d'entreprise ou son représentant », déclare le second paragraphe de l'article L. 422-5 du code du travail, sur lequel se fonde M. Janot.

M. Janot veut réclamer une mesure de licenciement.

« Obligation de discrétion » pour les seuls membres du C.E. ? On peut s'interroger, toutefois, sur la nature des sanctions qui prendra le « patron » du quotidien de la rue de Richelieu contre celui qui déclarait, le 23 juillet, devant des personnes : « L'Aurora » a cessé d'exister depuis de nombreux mois. Ses dettes, dans les banques, s'élevaient à 5 milliards (francs français). Ses pertes à 3 milliards en 1979, malgré 1 milliard provenant du jumelage (avec « le Figaro »).

« Aujourd'hui, il y a 100 000 exemplaires de vendus pour « l'Aurora » et de n'est pas assez pour les publicitaires ».

Ces propos ont été tenus par M. Robert Hérault devant une délégation du Syndicat du Livre C.G.T. Il a fait l'objet d'une note d'information qui, après avoir été diffusée à l'ensemble des ateliers de composition du groupe (« le Figaro », « France-Spex », « l'Aurora »).

Pour le « préjudice commercial » que peuvent causer à l'Aurora « de telles déclarations », M. Pierre Janot — président-directeur général de France-Libre, société holding de « l'Aurora » — Paris-Tour — a demandé « à la direction de France-Libre » de « conseiller la gestion de France-Libre ».

CLAUDE DURIEX.

« L'hebdomadaire « l'Express » vient de recruter, en qualité de rédacteur en chef adjoint chargé de la rubrique sciences et techniques, M. Jean-François Held, qui était grand reporter au Nouvel Observateur. Il sera assisté de Mme Eugénie Delabrière, reporter au Matin de Paris.

LETTRES

LE PRIX GOETHE A ÉTÉ REMIS A RAYMOND ARON

De notre correspondant

Bonn. — Le prix Goethe de la ville de Francfort a été remis, mardi 29 août, au sociologue et journaliste français Raymond Aron. La cérémonie, qui s'est déroulée à la Paulskirche, un ancien temple où siègeait en 1948 et 1949 l'Assemblée nationale, a été marquée par un bref incident. Quatre jeunes gens brandissant une bannière portant l'inscription « Carl Schmitt », ont interrompu le discours de Raymond Aron. Les manifestants ont été rapidement expulsés, et M. Walter Wallmann, le maître chrétien-démocrate de Francfort, qui naquit Goethe il y a deux cent trente ans, a pu reprendre son discours d'introduction.

Le prix Goethe est doté de 50 000 marks (120 000 francs environ). Créé en 1927, il est attribué tous les trois ans. Il a été décerné à de nombreux écrivains et hommes de talent d'Albert Schweitzer au cinéaste suédois Ingmar Bergman. Dans son hommage, le directeur de la London School of Economics, l'économiste britannique Ralf Dahrendorf a notamment déclaré : « Raymond Aron a toujours été un critique dans le meilleur sens du terme. La grande époque de la croissance économique n'a connu que peu de commentateurs d'une stature comparable à la sienne ».

Le prix a été attribué à Raymond Aron, « véritable esprit universel dans le sens où l'entendait Goethe », selon le jury, « pour sa

contribution au rapprochement des pensées et à l'union de la culture, et pour avoir su toujours donner de l'Allemagne fédérale une image conforme à la réalité ».

Sur l'essentiel, a déclaré Raymond Aron, dans son discours, un demi-siècle de catastrophes a confirmé mes convictions presque intuitives de jeunesse : les travailleurs des sociétés industrielles sont intégrés, enfermés dans des édifices de ciment et d'acier, de technique et de bureaucratie. Pour atténuer l'insécurité du travailleur, pour qu'il reste un citoyen, il faut rejeter à un parti le monopole de la parole et de l'action politique, il faut préserver partout où cela est possible, les institutions parlementaires, la pluralité des partis, institutions protoïques si souvent moquées, mais qui continuent encore maintenant que l'industrialisme et le plus haut degré de la modernité, à nous protéger du pire, le parti unique et totalitaire qui érige son mensonge en vérité d'Etat ».

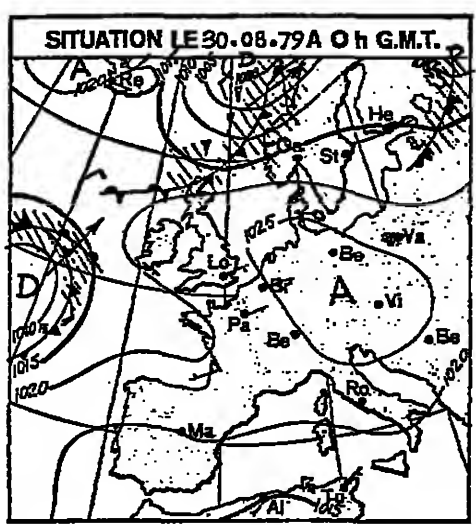
(Interim.)

HYPOKHAGNE SC-PO
d'octobre à juin, préparation à temps complet à l'examen d'entrée à SC-PO
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neaill, 722.94.34, 745.03.19
Groupement libre de professeurs

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

PREVISIONS POUR LE 31 AOUT À 6 HEURES (G.M.T.)



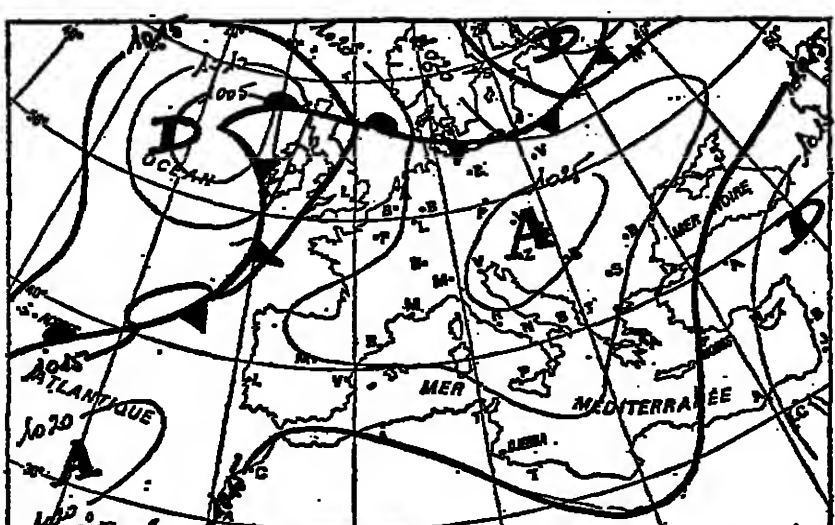
SITUATION LE 30.08.79 À 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 30 août à 6 heures et le vendredi 31 août à 6 heures :

Des masses d'air chaud venant de l'Atlantique et de la Méditerranée vont progressivement envahir la France, où le champ de pressions demeure toutefois relativement élevé.

Vendredi 31 août, sur l'ensemble du pays, des nuages passagers pourront donner quelques ondées orageuses locales, mais des éclaircies demeureront généralement, et les températures demeureront assez élevées. Ces ondées se produiront principalement sur les régions d'ouest du Bassin parisien aux Alpes et au Midi méditerranéen, puis sur une région de l'est et du Nord-Est l'après-midi et le soir. Au lever du jour, on notera également quelques bruissements dans les vallées de l'intérieur, ainsi que sur les régions côtières de l'Atlantique et de la Manche occidentale. On des nuages bas persisteront parfois l'après-midi. En général, les vents seront faibles et de direction variable.

Le jeudi 30 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021 millibars, soit 763,4 millimètres de mercure.



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 août; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Athènes, 28 et 14; Barcelone, 27 et 17; Berlin, 15 et 13; Bonn, 21 et 9; Brindisi, 26 et 21; Bruxelles, 21 et 9; Casablanca, 25 et 20; Copenhague, 24 et 22; Genève, 21 et 11; Istanbul, 28 et 17; Jérusalem, 31 et 15; Lisbonne, 28 et 13; Londres, 24 et 12; Madrid, 22 et 15; Milan, 24 et 13; Moscou, 18 et 11; Nairobi, 28 et 9; Naples, 27 et 16; New-York, 28 et 20; Nioca, 28 et 17; Paris - Le Bourget, 22 et 9; Pau, 27 et 18; Perpignan, 22 et 17; Rennes, 24 et 13; Strasbourg, 21 et 7; Tours, 24 et 13; Toulouse, 26 et 13; Pointe-à-Pitre, 25 et 24. Températures relevées à l'étranger : Agadir, 24 et 18 degrés; Alger, 30 et 23; Amsterdam, 28 et 10; Athènes, 28 et 14; Barcelone, 27 et 17; Berlin, 15 et 13; Bonn, 21 et 9; Brindisi, 26 et 21; Bruxelles, 21 et 9; Casablanca, 25 et 20; Copenhague, 24 et 22; Genève, 21 et 11; Istanbul, 28 et 17; Jérusalem, 31 et 15; Lisbonne, 28 et 13; Londres, 24 et 12; Madrid, 22 et 15; Milan, 24 et 13; Moscou, 18 et 11; Nairobi, 28 et 9; Naples, 27 et 16; New-York, 28 et 20; Nioca, 28 et 17; Paris - Le Bourget, 22 et 9; Pau, 27 et 18; Perpignan, 22 et 17; Rennes, 24 et 13; Strasbourg, 21 et 7; Tours, 24 et 13; Toulouse, 26 et 13; Pointe-à-Pitre, 25 et 24.

UN COIN POUR JOUER

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2476

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

ment pour les fidèles. — 6. Sur le canal Meuse-Escaut, Pas de Calais. — 7. Pas de la campagne; Se mettre à fumer. — 8. Travailla le fer; Pronom. — 9. Fin de verbe; Qui ne trouve pas à qui parler; Circulaient à Rome.

Solution du problème n° 2475

Horizontalement

I. Rochapage. — II. Eclaircieur. — III. Voir; Cress. — IV. Once; Bête. — V. Co; Noie. — VI. Amas; Mu. — VII. Bis; Séve. — VIII. La; M. — IX. Rapide; Les. — X. Annulée. — XI. Friche.

Verticalement

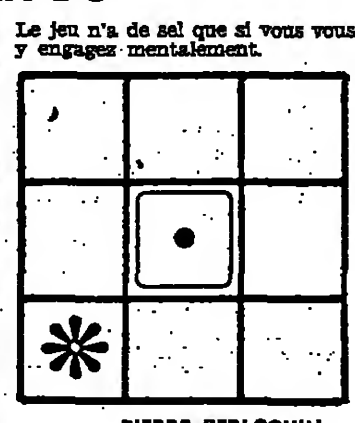
1. Révocables. — 2. Economies. — 3. Cile; As; Par. — 4. Harung; Mini. — 5. Al; Causons. — 6. Pro; bité; Gué. — 7. Aérée; Ville. — 8. Guet; Mentes. — 9. Eresseau; Osé.

GUY BROUTY.

Problème n° 22

Système Dé

Exploitez votre sens de l'espace avec ce jeu d'origines japonaises. Un dé est posé au centre de ce carré de neuf cases. Il n'intervient pas pour produire des événements aléatoires, mais en tant que cube porteur de points. Au départ, le 1 est au-dessus. Cela implique que le 6 est au-dessous, car dans tous les cas classiques les nombres des faces opposées ont pour total sept. Peu importe l'orientation des autres faces. L'objectif est d'amener le dé sur la case en bas à gauche, avec le 6 au-dessus.



PIERRE BERLOQUIN.
© Copyright « Le Monde »
et Pierre Berloquin.
(Solution dans le prochain numéro.)

loterie nationale **Liste Officielle**

TRANCHE DES ANIMAUX
TIRAGE DU 29 AOUT 1979

Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumuls compris) pour un billet entier	Termi- naisons	Finales ou numéros	Sommes à payer (cumuls compris) pour un billet entier
	0 041	1 000		26	150
	2 321	1 000		216	500
	4 641	5 000		486	500
1	388 121	3 000 000	6	646	500
				836	500
2	2	néant		6 566	5 000
				120 146	500 000
3	03	150	7	4 437	1 000
	633	500			
	3 253	1 000	8	38	150
	7 303	1 150		3 708	5 000
				0 048	10 000
4	0 684	1 000			
	5 144	5 000		9	70
	7 704	5 000		79	220
	79 884	100 000	9	3 389	1 070
				7 889	1 070
5	505	570		2 299	5 070
	1 425	1 070		08 489	50 070
	8 005	1 070	0	0	néant
	9 445	10 070			

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DES DAHLIAS
LE 5 SEPTEMBRE 1979 à VILLENEUVE-sur-LOT (Lot-et-Garonne)

LOTTO 4 8 15 16 20 25
tirage n°35 **numéro complémentaire** 33

PROCHAIN TIRAGE LE 5 SEPTEMBRE 1979 VALIDATION JUSQU'AU 4 SEPTEMBRE APRES-MIDI

Monde DES LI

Talot en sa

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement »

« L'accompagnement » est un terme qui a beaucoup de sens. Il peut désigner l'accompagnement d'un malade, d'un handicapé, d'un vieillard, d'un enfant, d'un animal, d'un objet, d'un projet, d'un voyage, d'un travail, d'un jeu, d'un amour, d'une vie.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

« L'accompagnement » est une action qui se fait avec douceur, avec patience, avec respect, avec amour, avec confiance, avec espoir, avec foi, avec foi, avec foi.

Le Monde DES LIVRES

Tolstoï en ses carnets

• L'accompagnement d'une vie.

C'EST vrai, Michel Aucouturier a raison : les *Carnets* de Tolstoï — le premier tome, couvrant quarante-deux années, les plus importantes, de cette longue vie, vient de paraître à la Pléiade — ne sont pas une œuvre d'art.

Les hommes de génie mettent leur génie dans leur œuvre, laissant les autres et les miettes pour leur journal : c'est vrai de Hugo, de Claudel, de Tolstoï. D'autres, dont l'intelligence l'emporte sur le génie, sculptent leur figure : ainsi font George Sand — on a bien raison de publier ses *Œuvres autobiographiques* à la Pléiade —, Amiel, Jules Renard, et, bien entendu, Gide, dont on lira encore le *Journal* quand les *Faux-Monnayeurs* n'intéresseront plus que les sorbonniens.

Le cas de Tolstoï est différent. Ses *Carnets*, religieusement recueillis par le peuple soviétique, constituent l'accompagnement de sa vie. C'est une corbeille où il a tout mis, sans ordre et sans grand soin : ses réflexions mystiques et ses notes de blanchisseuses ; ses conversations après boire et ses amours ; des mouvements d'homme qui s'écroulent le papier, et des fragments de ses lectures ; son emploi du temps, ses règles de vie ; ses comptes, ses maux d'estomac, ses recettes de bonne femme ; les cris d'adoration pour son épouse alternent avec des gémissements sur la vie conjugale. Le tout, si l'on n'avait rien lu de Tolstoï, donnerait l'image d'un homme grincheux sans grand talent, et surtout sans humour. Pourtant, quel incomparable document !

filles et le jeu. Études médiocres (droit à l'université de Kazan). Mais il hérite de Iasnaïa-Polianna, qui sera le havre de sa vie. Pour échapper aux tentations de la vie moscovite, il suit son frère au Caucase : immense « bol d'air » ; autres études, longues lectures : début d'une œuvre (*Enfance*, puis *Les Cosaques*). Ce qui ne l'empêche pas de boire, de courtiser les « filles cosaques », ni de corriger son domestique à la cravache. Beaucoup de livres français (et dans ses *Carnets*, de citations en français). Jean-Jacques Rousseau en tête.

L'amour et le jeu

1854 : après un court séjour à Iasnaïa, il part pour la guerre. Mais celle-ci ne le passionne pas. Il écrit les *Mémoires d'un artillerier*. Il Goethe, Lermontov et Fouchkine. Les *Récits de Sébastopol* vont paraître, qui rappellent le sergent Alexandre au point qu'il demandera qu'on ténasse ce jeune officier de tant d'avenir. Celui-ci, que la guerre rebute, que la vie à Moscou dégoûte, qui ne veut pas faire carrière dans l'administration, qui a visité l'Europe en contemplant, comme tout bon Russe, par Paris (« *Hôtel des Invalides*, défection d'un schérif, effrayant !... Notre-Dame. Celle de Dijon est mieux. Fontainebleau. Triste terriblement... (les) Bouffes-Parisiens. Une chose véritable-



ment française », ne se plait qu'à Iasnaïa-Polianna. Mais comment vivre seul dans ce désert ? Tout change en 1862 : nous sommes à l'épicentre de sa vie. Il semble qu'après avoir — malgré l'adolescence, jeunesse, *Récits de Sébastopol*, les *Cosaques* — il n'y ait eu que débauche, ivrognerie, oisiveté, pertes au jeu. « Une tristesse comme pas épuisée depuis longtemps. Je n'ai pas d'amis, pas un ! Je suis seul... J'ai trente-quatre ans...

Sale gars, ne pense pas au mariage ! » (31 août). Mais il passe tout son temps chez les Bers, certains pensent qu'il va épouser Lise, l'aînée, mais c'est Sonia qu'il aime en silence, sans espoir : « Je suis amoureux comme je ne croyais pas qu'on peut l'être. Je suis fou, je me suiciderai si cela continue. » (12 septembre).

PIERRE DE BOISDEFRE.
(Lire la suite page 12.)

Le jardin secret de Simonov

AVEC sa chevelure épaisse d'un blanc éclatant, sa petite moustache, ses sourcils noirs et drus, sa pipe aux lèvres, Constantin Simonov, qui est mort à Moscou le mardi 28 août à l'âge de soixante-trois ans (voir *Le Monde* des 28 et 30 août), dominait depuis près de quarante ans la « jeune » littérature soviétique dans toutes les sphères officielles.

Combien d'honneurs, puis loin d'être dépourvu de talent, entré au parti communiste en 1942 en pleine guerre, député au Soviet suprême après la victoire, puis membre suppléant au comité central, honoré de toutes les récompenses — prix Staline ou Lénine, selon les années — il était l'homme idéal pour représenter, à l'intérieur comme à l'extérieur, la nouvelle intelligentsia du parti.

Poète sincère, d'une grande simplicité formelle, romancier prolifique, il avait été adulé par un public qui appréciait en lui l'esprit civique, l'exaltation du patriotisme et de la foi en l'homme communiste, tout en faisant la part belle aux sentiments et à la réalité quotidienne. Il parlait de la guerre et du héros avec lyrisme, mais son originalité consistait à ne jamais oublier que, entre la peur et le

courage, il n'y a pas forcément de frontière infranchissable.

Respectueux des gens en place, ayant toujours suivi les orientations de son pays et ayant même servi d'ambassadeur officiel à l'étranger, notamment aux États-Unis et en France, cet enfant du régime savait qu'il devait tout à l'État soviétique, qui lui avait donné la réussite et la gloire. Pourtant, lui qui n'était ni frondeur ni tonitruant, lui qui n'avait jamais dans ses écrits critiqué le système, il se livrait depuis les années 60, avec un courage d'autant plus remarquable qu'il n'en faisait pas étalage, à un travail souterrain. Admirateur de Bouïgakov, c'est lui par

exemple qui exhuma le Maître et Marguerite en 1966 ; c'est lui qui organisa en 1975 l'exposition de Malakovsky, à qui il voulait une véritable ferveur ; amateur d'art et collectionneur lui-même, c'est lui qui fut l'initiateur de la première rétrospective à Moscou d'un génie oublié, Vladimir Tatline. L'an dernier, il avait osé, seul de toute l'Union des écrivains, assister aux funérailles de Lidi Brik, la compagne de Malakovsky.

Hors de tout esprit de dissidence, il était attaché à faire connaître à ses compatriotes ce qui sans lui serait resté enfoui, à élargir leur horizon. Ce fut son dernier jardin secret.

N. Z.

Le désert humain

• Une bouffée d'espérance.

AVEC Jacques Ellul, Jean Onimus appartient à cette famille d'intelligences dispersées mais puissantes, peu connues du public parce qu'elles ignorent les combinaisons ou méprisent les codes du parti-lisme. Raison de plus pour se tourner vers elles.

Cette marginalité courroucée comporte son prix de frustration. Dès les premières lignes de son nouvel ouvrage, Jean Onimus avoue un immense « désarroi ». Il n'écrit pas pour le réduire par quelque écho, une réponse venue du dehors, mais pour se parler à lui-même, établir à travers une œuvre la distance convenable par rapport aux questions qu'il se pose. « Il n'est pas honnête de vivre et de mourir dans l'indécision », ajoute-t-il. Cette phrase résume l'ambition, la hauteur d'un ouvrage ardu mais fort d'une exceptionnelle dignité morale.

Dans une langue sobre, dense, riche en formules heureuses, en aphorismes conquérants, il se place lui-même, entraîne son lecteur devant l'image fracassée, l'âme refroidie de l'homme contemporain. Écrasante, insupportable confrontation, si l'auteur ne s'y mesurait avec modestie, et l'impitoyable patience de l'amour. « Avant d'examiner s'il existe pour nous une issue... je crois nécessaire de parcourir — après tant d'autres — le désert glacé qui tend à s'installer dans le

coeur des hommes », expose-t-il en quelques mots, où beaucoup reconnaîtront l'essentiel de leur expérience quotidienne. « Ni goût de vivre ni machine à produire », la matière humaine se durcit comme un fût de bois à l'état de cristal. On pèle... »

Se tourner vers le non-achetable

Comme le Bernanos de Français et vous savaiez, Jean Onimus attribue cette dramatique baisse de température à la civilisation technique. « Le monde n'a plus de sens à force d'être rationnel », tandis qu'à l'arrière du décor, l'argent devenu « le moteur d'une formidable machine à produire » privilégie l'arrogance et cultive le mensonge. Dans ce monde sec, l'homme, la société, perdent leur mystère. Eux aussi se regardent du dehors. Non pour se comprendre mais pour se fonctionner. Fonctionner comme des automates, puisque la machine triomphe et les transforme en robots. Sur ce point, Jean Onimus ne nous voit guère au bout de nos tourments. En bonne logique, « la technologie du comportement humain n'en est encore qu'à ses débuts », car l'automatisme figure de toute évidence dans l'axe central de notre évolution. Il suppose donc la multiplication des automates.

GILBERT COMTE.
(Lire la suite page 11.)

« LES FRÈRES MONTAURIAN », de Jeanne Champion

La noire complainte d'une famille

INTREPIDE, Jeanne Champion ouvre la saison littéraire : avec une bonne semaine d'avance sur tant d'autres, son roman s'offre déjà aux devanciers. Cette position en première ligne convient à son sujet. Dans *Les Frères Montaurian* ne s'empolgne-t-elle pas, Henri Barbusse en lupon, avec les horreurs de la guerre, de la Grande, celle de Verdun, de Douaumont — si vite suivie d'une autre, — pour en montrer les ravages sur une famille de paysans : la mort des fils, la douleur des mères, la stupeur muette qui frappe les survivants, la folie qui guette les épouses de ces fantômes rapelés de si loin à la vie.

Autant dire que cette ouverture ne donne guère à se réjouir. On espère que la suite sera plus gaie. Souhait sans doute sacrilège, puisque, en signe de son dégoût d'elle-même, notre société tend à confondre l'horreur, la violence, la frénésie, avec la littérature.

Jeanne Champion travaille dans le registre tragique, même si elle l'accommode à la manière bouffonne. Nous le savons depuis sept romans où se croisent l'obsession, le cauchemar, la démence. Et nous le savons aussi autrement parce que Jeanne Champion est peintre et que son univers plastique reflète des paroxysmes compréhensibles. Voici ce que Jean-Marie Duncayer rapportait d'une de ses dernières expositions (*Le Monde* du 23 novembre 1977) : « Ici ce ne sont plus les splendeurs de Versailles ni les gisants de Saint-Denis (allusion aux deux précédents romans de Jeanne Champion : *Dans les jardins d'Esther* et *les Gisants*) qui lui servent de trébuchet, mais les maîtres indisciplinés de l'art classique... On commettrait une lourde erreur en se croyant devant un jeu de massacre. Les dispositions et autres mauvais traitements

par Jacqueline Piatier

infligés aux tableaux qu'elle aime... prenons-les comme autant d'hommages (...). Seulement l'humour (apparent) est vite dépassé. Et ce sont les cauchemars d'un monde halluciné qui vous entraînent dans le monde des grands morts... »

DANS les *Frères Montaurian* la mort ne sont pas célébrées. Dédicé par l'auteur à la mémoire de ses grands-parents, le roman relève de la chronique familiale que Marguerite Yourcenar, en poète historienne, Jean d'Ormesson, en s'inventant des ancêtres dans *Au plaisir de Dieu*, ont mis en vogue. Jeanne Champion se fixe à son tour sur un coin du terroir, un coin dur, le Jura, dont elle est originaire, planté de vignes et de forêts. Mais la ronde dont paraît Duncayer reste tout aussi infernale : elle tourne dans la boue des tranchées, dans la boue des cimetières, dans la fange des salies, dans l'abjection des cours. Elle mêle paysans pauvres, négociants parvenus, bourgeois vigneronne décaillés traitant comme des valets ceux avec qui elle fait alliance. Si bien que la guerre n'est pas seule à causer le malheur des hommes. La lutte des classes entre elles, le mépris, la haine, les passions malheureuses, y contribuent aussi fortement.

Hanté par le remords, un homme, le narrateur, enquête trente ans après sur la mort de sa grand-mère. Enfant il l'a vue, folle, être emmenée de force à l'asile de la Roche-Amère, où elle est morte au bout de peu de temps lors d'un électrochoc. Il reste des témoins : la surveillante en chef aussi féroce que la Gestapo, deux infirmières, aussi lâches l'une que l'autre, et ce pensionnaire de l'asile qui faisait office de jardinier et se prenait pour Baudelaire. Interrogés par le narrateur invisible, ils racontent. Leurs monologues mi-parlés mi-chantés font resurgir le monde terrifiant de l'hôpital psychiatrique en un temps — 1949, date de l'enfermement — où les drogues n'annihilaient pas les fous. Ils ramènent, comme un leitmotiv, la scène traumatisante de l'embarquement de la vieille.

Entre les retours de ce thème obstiné, baptisés « scènes » alors que ce sont plutôt des « arias », se développent des récits qui, eux, mettent en scène, directement ou par le jeu des souvenirs, les forçades de cette étrange famille. « Vous recherchez la folie, malheureux ! C'est toute la famille qui va vous sans le savoir », a dit un narrateur de la monstrueuse géolâtre de la Roche-Amère. « Les morts... des vagues ! tous ! Ils feraient n'importe quoi pour s'entendre raconter leur histoire... »

ET de fait, parti de cette grand-mère folle, Clémence, le narrateur, remonte jusqu'à ses arrière-grands-parents paternels. C'est le « côté » de Saint-Cyprien : la pauvreté, le courage, le sacrifice. Eléazar et Honorine sont deux belles figures, et ceux-là gardent la tête sur leurs épaules, malgré la misère, malgré la guerre qui leur prend deux fils sur trois. Alphonse, le rescapé, en épousant Clémence, greffe sur ce rameau sain la branche malade. C'est le « côté » de Sousboisier : l'aisance, la paresse, l'hystérie sexuelle ou religieuse. Près de Clémence et responsable de son égarement, peut-être aussi égarée qu'elle, l'ombre maléfique d'Olga, la demi-sœur, la bâtarde. Dès lors la folie, la violence, tout rage à travers le livre : cauchemars d'Alphonse qui revit son Verdun, délire de persécution de Clémence, sauvage tyrannie d'Olga, haine des enfants pour leurs parents, car, à la génération suivante, le mauvais sang coule aussi dans les veines de Thomas et de Martial, le père et l'oncle du narrateur, personnages bien pâles qui étirent le roman en le faisant passer d'une guerre à l'autre. On en oublie presque l'apaisement que trouve Alphonse, à l'âge d'être grand-père, en se dévouant à son épouse et en élevant son petit-fils. Cette figure-là est douce, peut-être parce qu'elle a été brisée.

C'EST un livre lourd, noir comme de l'encre, excessif dans ses motifs comme dans son expression, les *Frères Montaurian*, mais qui a de la puissance et, dans le traitement de la matière qu'il brasse, une originalité. Jeanne Champion a voulu éviter le récit linéaire et de cette chronique faire une manière d'opéra, une complainte, avec les changements de registre auxquels elle est accoutumée. Ici, dans les monologues, des morceaux d'un lyrisme bizarre où souvent bégaye le récit. Là, des scènes qui tournent au grand-guignol dans un déluge de vociférations. Entre les deux, comme des préludes, se glissent, rimées, des chansons.

Tout cela est très recherché. Objectif : littérature. De la bonne, de la mauvaise ? On se battra autour de ce livre qui ne passera pas inaperçu. Mais il me semble que son outrance nuit à la magie qu'il voulait exercer : du lieu, de la folie, de la guerre, de la haine, de l'amour aussi, puisque, du grand-père au petit-fils, c'est le seul rapport, entre ces possédés, où se glisse, ému, la tendresse.

* LES FRÈRES MONTAURIAN, de Jeanne Champion, Grasset, 356 pages.

© P.S. — Dans mon article sur « le Voyage autour du mont Blanc » de Rodolphe Töpffer (*Le Monde* du 17 août), un lapsus calami m'a fait attribuer à Ferdinand de Saussure et non à Horace la « première » ascension du mont Blanc. On a plus souvent affaire au linguiste qu'à l'alpiniste quand on parle de littérature. Cette confusion significative n'a pas échappé à un de nos lecteurs, M. André Steiner, qui nous rappelle en même temps que l'ascension d'Horace de Saussure ne fut pas une « première absolue », et que celui-ci suivit la voie ouverte par le docteur Paccard et Jacques Balmat.

JEAN RAMON

« Plus que d'une sorte de Guerre des Boutons sous un ciel méditerranéen, il s'agit avant tout du passage de l'enfance à l'adolescence. A cette histoire, dont la vérité est évidente, nul lecteur ne saurait rester insensible. »

(Bulletin Bibliographique de l'Institut Pédagogique National.)

A PERGAUD, à CESSBON, à cette littérature de l'enfance, il faudrait désormais ajouter le roman libre et dur dont son authenticité de Jean RAMON.

J. RAMON
(La Tribune de Genève)

« Des gosses de la rue peints avec vérité, un récit vif et mouvementé : voici une œuvre qui retient, émeut, et témoigne d'un talent où se fondent harmonieusement observations et sensibilité. »

Jacq. PIATIER
(Le Monde)

Diffusion : La Table Rase
B.P. 23, Cesson-La-Forêt, 77240.
B.P. 543, TOULON Cedex, 83054

C'est un livre

Les grands bûchers

Les grands bûchers sous le soleil

Tout de suite aussi commença le jeu pathétique des temps de la vie romaine, au temps de l'écriture. Et apparut le tableau dressé qui baigne tout le livre. Elle va aux étres, aux choses, et d'abord aux petits élèves, garçons et filles, surtout à Marc Lestias, parce qu'il est lui-même le plus tendre, le plus vulnérable. L'instituteur sent cela, mieux peut-être que la mère qui elle, semble ignorer l'angoisse; calme et belle. Un jour que la narration (celle là, la classe) avait pour sujet : « Si j'avais une baguette magique... », Marc a écrit : « Je ferais tomber une étoile et j'éclairerais toute la Terre ». Gentillesse. Soit. Mais il lui faut attendre la suite. En attendant, on ne s'ôte pas de ces pages effleurant la hiérarchie des anges. Tandresse toujours, dans le météore, tout d'un coup, l'éclair. On dansait, tout ce que Bandelair appelle sur-naturalisme ?

Un Espagnol, un inquietant torero enchaîné du jeu par le tableau, va introduire l'ombre, le sang et la mort. Il trouve chez les Lestias et apprend au narrateur que ceux-ci vont abandonner leur belle maison, presqu'un château, aller à Paris,

Le désert humain

humain

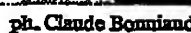
GILBERT LASCAULT : un pervers inoffensif

MICHEL THÉVOZ.

★ ECRITS TIMIDES SUR LE VISIBLE, de Gilbert Lascault,
éditions « 18/18 », 400 pages.

★ VOYAGE D'AUTOMNE ET D'HIVER, de Gilbert Lascault,
édit. Christian Bourgois, 132 pages.

MONIQUE PETILLON.
★ IL TOMBE, de Didier Fomerle,
Bachette, 122 pages.



Les œuvres de Gilbert Cesbron chez Robert Laffont

On croit rêver (1946)
La tradition Fontquernie (1947)
Notre prison est un royaume (1948)
La souveraine (1949)
Les saints vont en enfer (1952)
Chiens perdus sans collier (1954)
Vous verrez le ciel ouvert (1956)
Il est plus tard que tu ne penses (1958)
Avoir été (1960)
Entre chiens et loups (1962)
Une abeille contre la vitre (1964)
C'est Mozart qu'on assassine (1966)
Je suis mal dans ta peau (1969)
Voici le temps des impôtseurs (1972)
Don Juan en autanne (1975)
Mais moi je vous aimais (1977)

Traduit du vent (1950)
Tout dort et je veille (1959)
Il suffit d'aimer (1960)
Des enfants aux cheveux gris (1968)
La ville couronnée d'épines (1974)
Un vivier sans eau (1979)

Chasseur maudit (1953)
Ce siècle appelle au secours (1955)
Libérez Barabbas (1957)
Une sentinelle attend l'aurore (1965)
Des leçons d'abîme (1971)
Mourir étonné (1976)
Huit Paroles pour l'Éternité (1978)

Journal sans date (1963) Tome 1
Tant qu'il fait jour (1967) Tome 2
Un miroir en miettes (1973) Tome 3

I. Il est minuit, Docteur Schweitzer,
suivi de Briser la statue (1952)
II. L'Homme seul, suivi de Phèdre
à Colombes et de Dernier acte (1961)
III. Mort le premier,
suivi de "Pauvre Philippe" (1970)

A paraître (Octobre 1979)
 L'absence de rien (Journal sans date, Tome 1)

ROBERT  LAFFONT

**BOURSE
CONCOURS
DU RÉCIT
HISTORIQUE
1979**

*JEAN-PAUL
CLEBERT*

**L'Incendie
du Bazar
de la
Charité**

...construit comme.
un opéra, ou comme
une épopée...

...tout un monde
qui s'expose,
avec ses idéologies,
ses contradictions,
ses décadences.

CATHERINE CLEMENT
LE MATIN

DENOËL

